

Session 23

Patrick Artus

Peut-on rétablir la confiance dans l'Europe ?

Si l'Europe est encore attrayante pour les pays d'Europe centrale, dans beaucoup de pays de l'Union européenne les citoyens sont de plus en plus nombreux à penser que l'Europe ne contribue pas à l'amélioration de leur situation, et dans plusieurs pays européens le poids des parties « populistes » ou anti-européens s'accroît.

Peut-il y avoir un projet européen qui ramène la confiance dans l'Europe à la fois des investisseurs, des entreprises et des citoyens ?

La première difficulté est la distinction Union européenne/Zone euro. La souveraineté monétaire et la possibilité d'utiliser le taux de change rendent en effet la situation très différente pour les pays qui ne sont pas dans l'euro.

Concentrons-nous donc sur la zone euro. La crise y accroît l'hétérogénéité à la fois avec l'accélération du processus de spécialisation productive et avec la nécessité de faire disparaître les déficits extérieurs. Le niveau de vie relatif des pays en difficulté a reculé, ce qui alimente le sentiment anti-européen dans ces pays. La situation globale de la zone euro s'est aussi dégradée avec le freinage du progrès technique et de la croissance potentielle, avec l'apparition de taux d'endettement publics inquiétants dans beaucoup de pays, avec la segmentation des marchés des capitaux et son effet sur le taux de change de l'euro.

Les pays du nord de la zone euro et les institutions européennes ne proposent pour l'instant que d'augmenter le nombre de règles de politique économique : règles budgétaires, règles portant sur la compétitivité, le crédit, les balances courantes, la résolution des crises bancaires. Les pays du sud de la zone euro comprennent que la gestion de la zone euro par les règles ne conduira pas à une amélioration de leur situation. Comment concilier le rejet de la mutualisation des dettes, la volonté d'imposer des règles et le rejet majoritaire de « l'union de transferts » dans le Nord, avec le besoin de réduction de l'hétérogénéité et de soutien à la croissance dans le Sud ?

La piste la plus prometteuse est probablement, même si les difficultés pratiques sont importantes, celle des « arrangements contractuels » : les pays en difficulté mènent des réformes structurelles, définies précisément pour chaque pays, qui y soutiennent la productivité et la croissance de long terme (marché du travail, éducation, formation, concurrence, réforme de l'État), et en contrepartie obtiennent des soutiens (prêts, garanties, possibilité de conserver plus longtemps des déficits publics, investissements européens). Cette politique pourrait effectivement réduire l'hétérogénéité de la zone euro et en améliorer la situation globale tout en rassurant les pays du Nord sur l'usage des transferts réalisés au profit des pays en difficulté.

Faible attractivité de l'Europe

Le tableau 1 montre le résultat d'enquêtes faites dans les pays de l'Union européenne sur la perception de l'Europe.

Tableau 1 : Enquête sur l'Europe
Question : l'Union Européenne rend-elle la qualité de vie meilleure en Europe ?

Eurobaromètre (Automne 2013)	Total d'accord	Total pas d'accord	NSP
Belgique	51	48	1

Bulgarie	54	34	12
République Tchèque	48	48	4
Danemark	56	39	5
Allemagne	51	44	5
Estonie	34	61	5
Irlande	54	36	10
Grèce	27	72	1
Espagne	35	58	7
France	33	59	8
Italie	27	65	8
Chypre	20	78	2
Letttonie	53	38	9
Lituanie	65	26	9
Hongrie	46	49	5
Malte	67	21	12
Pays-Bas	56	39	5
Autriche	40	57	3
Pologne	64	27	9
Portugal	35	59	6
Roumanie	52	37	11
Slovénie	29	68	3
Slovaquie	41	55	4
Finlande	55	43	2
Suède	56	40	4
Royaume-Uni	36	49	15

Question : l'image de l'Union européenne est-elle positive, neutre ou négative ?

<i>Eurobaromètre (Automne 2013)</i>	<i>Total Positive</i>	<i>Total Négative</i>	<i>Neutre</i>	<i>NSP</i>
Belgique	37	26	37	0
Bulgarie	49	14	34	3
République Tchèque	24	33	42	1
Danemark	34	18	47	1
Allemagne	34	23	42	1
Estonie	34	10	55	1
Irlande	40	23	35	2
Grèce	16	54	29	1
Espagne	26	29	42	3
France	31	33	34	2
Italie	26	34	38	2
Chypre	17	54	29	0
Letttonie	29	14	56	1
Lituanie	38	10	50	2
Hongrie	35	20	43	2
Malte	41	14	43	2
Pays-Bas	31	32	37	0
Autriche	25	34	41	0
Pologne	45	10	43	2
Portugal	22	39	37	2
Roumanie	43	13	41	3
Slovénie	30	25	43	2
Slovaquie	31	28	41	0
Finlande	23	27	50	0
Suède	31	27	42	0
Royaume-Uni	22	39	36	3

Sources : Commission européenne, Natixis

Le tableau 2 montre les résultats des partis politiques populistes ou anti-européens aux dernières élections.

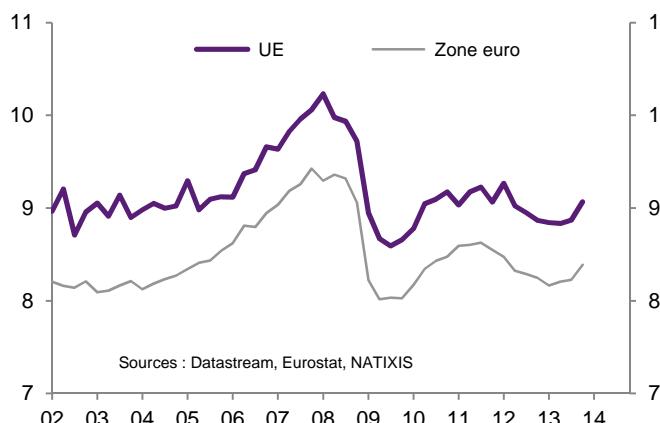
Tableau 2 : % de voix obtenues par les partis populistes ou anti-européens aux dernières élections

Pays	% de voix
Allemagne	9,2
Autriche	29,7
Belgique	11,8
Bulgarie	16,3
Chypre	1
Danemark	17,2
Espagne	-
Estonie	3,4
Finlande	23,3
France*	19,8
Grèce	42,9
Hongrie	19,4
Lettonie	16
Malte	-
Irlande	-
Islande	31,8
Italie**	32
Pays-Bas	12,2
Pologne	33,2
Portugal	11,7
République Tchèque	17,1
Roumanie	14
Royaume-Uni	5
Lituanie	22,4
Norvège	16,3
Slovaquie	10,5
Slovénie	1,8
Suède	5,7

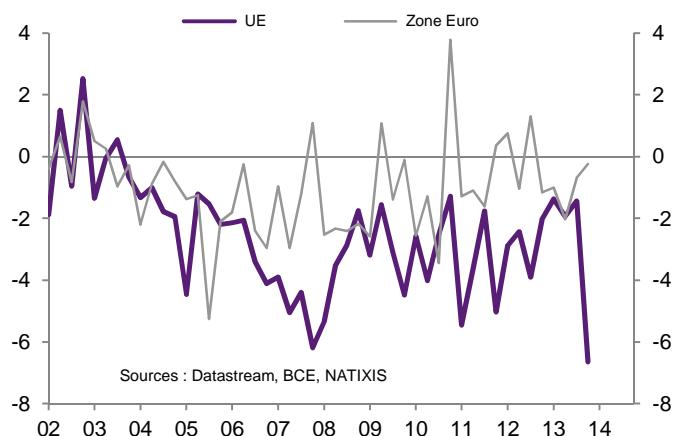
Sources : sources nationales, élections en Europe, Natixis

Il y a clairement érosion de la confiance dans l'Europe, ce qui se voit aussi dans les évolutions macroéconomiques : recul de l'investissement des entreprises (graphique 1a), investissements directs étrangers nets négatifs (graphique 1b).

Graphique 1a
Investissement productif volume (en % du PIB volume)



Graphique 1b
Investissement direct net (en % du PIB valeur)

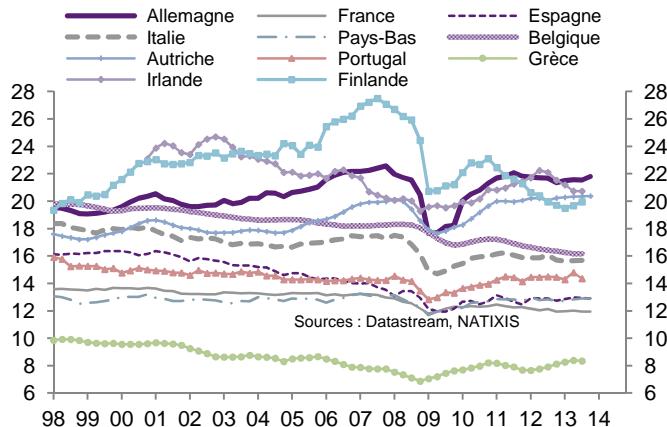


Augmentation de l'hétérogénéité entre les pays de la zone euro

La situation des pays de l'Union Européenne non membres de la zone euro est différente, puisqu'ils ont la libre utilisation de la politique monétaire et du taux de change, ce qui change complètement l'équilibre. Nous allons donc nous concentrer sur la situation de la zone euro.

L'hétérogénéité des pays de la zone euro était déjà forte avant la crise comme le montre par exemple l'évolution des poids de l'industrie dans le PIB (graphique 2a).

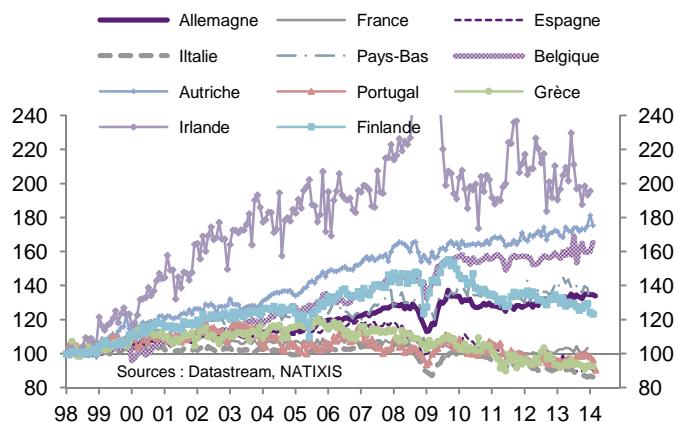
Graphique 2a
Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en % du PIB volume)



Mais la crise a accru l'hétérogénéité de la zone euro :

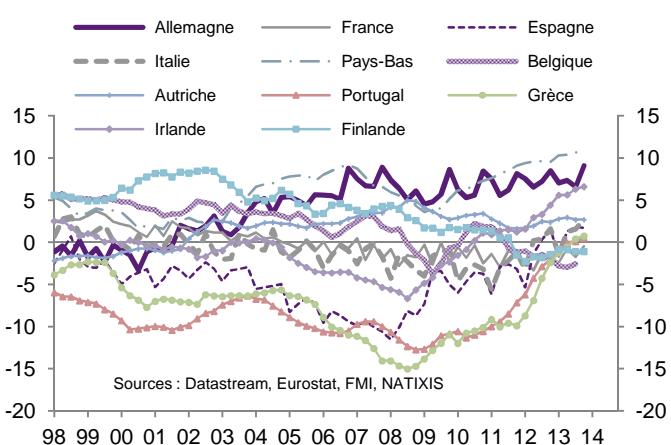
- avec l'accélération de la concentration de l'industrie dans un petit nombre de pays (graphique 2b) ;

Graphique 2b
Capacité de production manufacturière*
(100 en 1998:1)

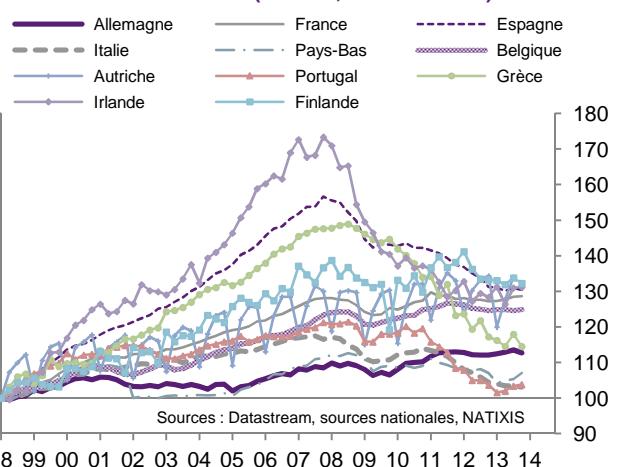


– avec la nécessité pour les pays ayant un déficit extérieur de le faire disparaître (graphique 2c), puisqu'ils ne peuvent plus augmenter leur endettement extérieur, ce qui s'est fait essentiellement par la compression de la demande intérieure dans ces pays (graphique 2d) ;

Graphique 2c
Balance courante (en % du PIB valeur)

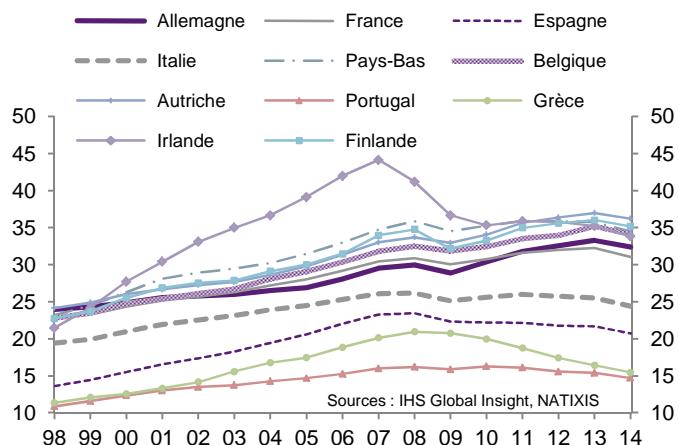


Graphique 2d
Demande intérieure (volume, 100 en 1998:1)



– avec la perspective est donc celle d'une dispersion accrue des niveaux de vie entre les pays de la zone euro (les industries à niveau de salaire élevé se concentrant dans quelques pays, la demande devant rester déprimée pour éviter les déficits extérieurs, graphique 2e, ce qui alimente le sentiment anti-européen dans les pays en difficulté.

Graphique 2e
PIB par habitant (en milliers d'euros)

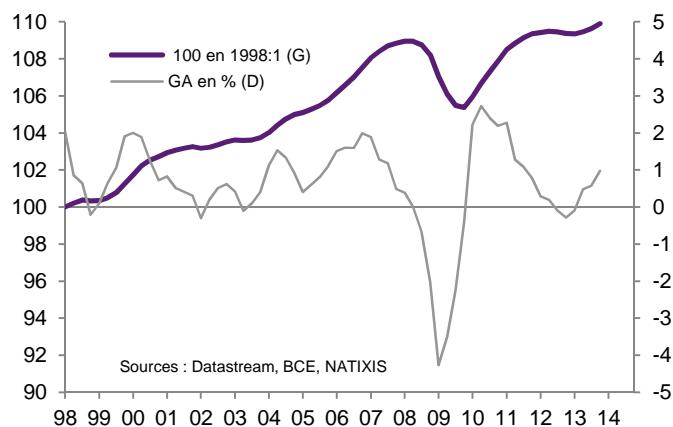


La situation globale de la zone euro s'est, elle aussi, dégradée

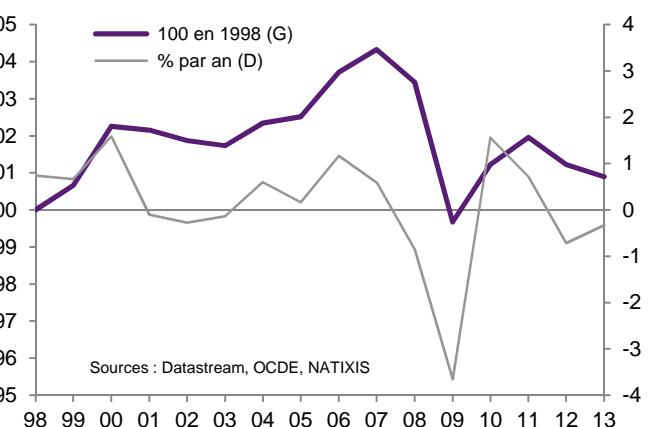
Si on analyse la zone euro prise dans son ensemble, on voit aussi des signes de dégradation économique :

- faiblesse des gains de productivité (graphique 3a) et stagnation de la Productivité Globale des Facteurs (du progrès technique, graphique 3b), donc croissance potentielle très faible (de l'ordre de 0,5% par an) ;

Graphique 3a
Zone euro : productivité par tête

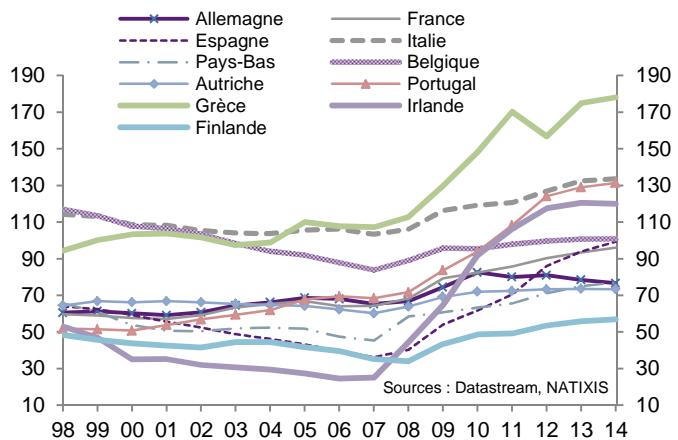


Graphique 3b
Zone euro : productivité globale des facteurs



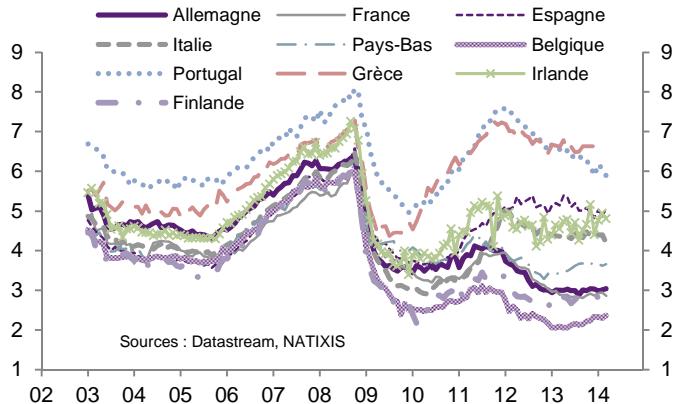
- taux d'endettement publics atteignant un niveau inquiétant dans beaucoup de pays (graphique 4) ;

Graphique 4
Dette publique (en % du PIB valeur)

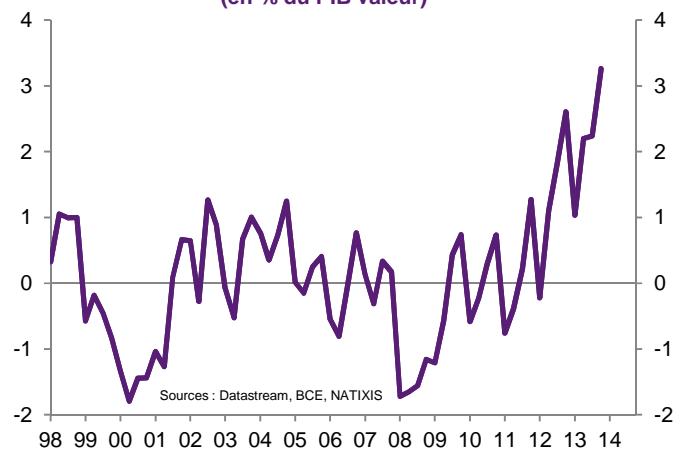


– segmentation de marchés des capitaux entre les pays de la zone euro, ce qui explique les écarts entre le coût de financement des entreprises (graphique 5a), et ce qui explique aussi que l'excédent extérieur des pays du Nord de la zone euro (graphique 2c plus haut) ne se situe plus vis-à-vis des pays du Sud de la zone euro mais vis-à-vis du Reste du Monde (les pays du Nord ne prêtant plus leur excédent d'épargne aux pays du Sud mais au Reste du Monde), d'où l'apparition d'un fort excédent extérieur de la zone euro (graphique 5b) qui entraîne l'appréciation et la surévaluation de l'euro (graphique 5c).

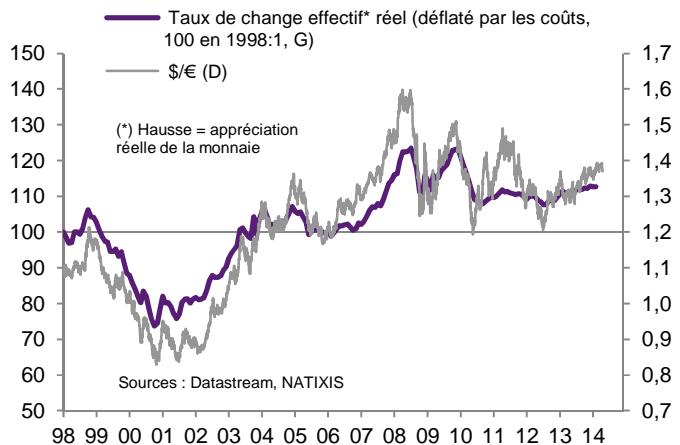
Graphique 5a
Taux d'intérêt sur les crédits à taux fixe aux entreprises (en %)



Graphique 5b
Zone euro : balance courante (en % du PIB valeur)



Graphique 5c
Zone euro : taux de change



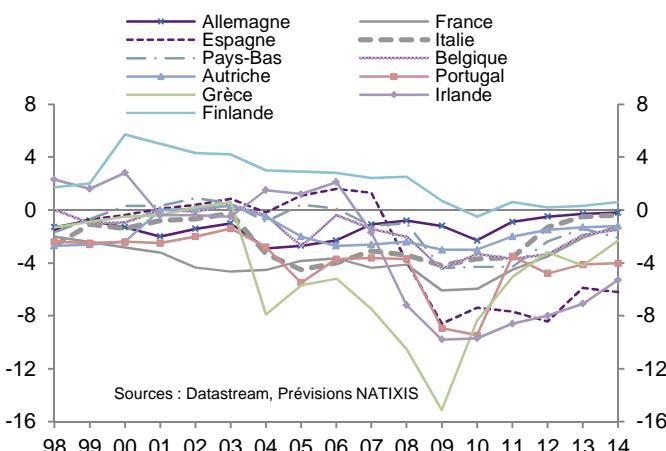
Comment concilier les positions du « Nord » et du « Sud » de la zone euro ?

La faible attractivité ne concerne pas seulement les pays du Sud de la zone euro, elle concerne l'ensemble de la zone euro : croissance très faible à long terme, poursuite de la dégradation des finances publiques, surévaluation du taux de change.

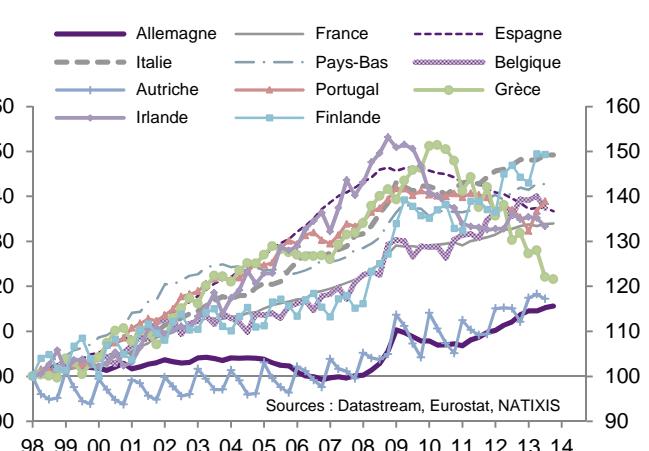
La position pour l'instant majoritaire dans les pays du Nord de la zone euro est la suivante :

- rejet de la mutualisation des dettes ;
- rejet de « l'union de transferts », c'est-à-dire du fédéralisme ;
- mises en place de règles plus multiples que dans le passé qui conditionnent la participation à l'euro et évitent le retour des crises : règles budgétaires (amener les déficits publics structurels au voisinage de zéro, graphique 6a), règles portant sur la compétitivité-coût (graphique 6b), l'équilibre extérieur (graphique 2c plus haut), l'endettement (graphique 6c), la résolution des crises bancaires.

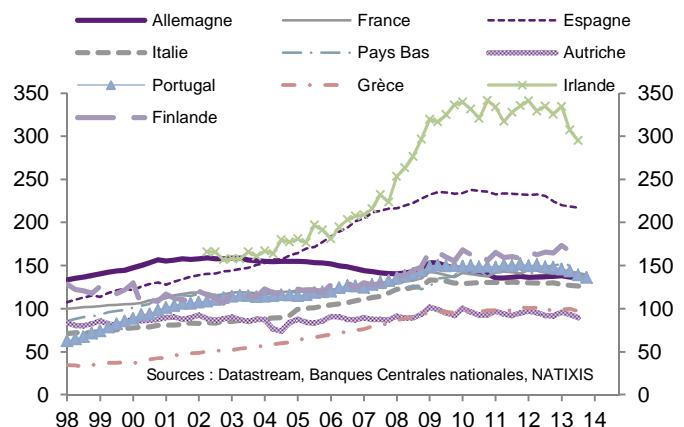
Graphique 6a
Déficit public structurel (en % du PIB valeur)



Graphique 6b
Coût salarial unitaire (100 en 1998:1)



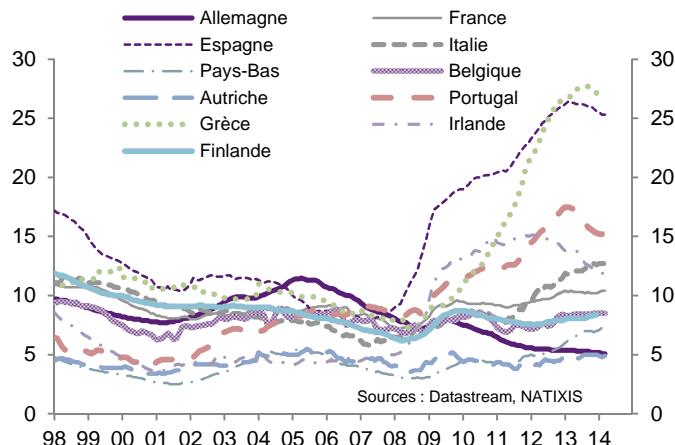
Graphique 6c
Dette des ménages + entreprises
(en % du PIB valeur)



La position pour l'instant majoritaire dans les pays du Sud de la zone euro est :

- qu'il faut mettre en place un certain nombre de transferts entre les pays pour limiter l'accroissement de l'hétérogénéité des niveaux de vie et du chômage (graphique 7) ;

Graphique 7
Taux de chômage



- qu'il faut mettre en place des politiques qui vont soutenir la croissance à long terme : investissements européens dans l'énergie, le transport, l'éducation et la formation, le numérique... ;
- que la gestion de l'Europe par les règles ne résoudra pas les problèmes d'hétérogénéité et de croissance potentielle faible. Un certain nombre de règles est nécessaire, mais les règles ne peuvent pas dispenser de politiques de retour à la croissance et de réduction de l'hétérogénéité.

Synthèse : un compromis intelligent : les « arrangements contractuels »

Ce qui précède montre que deux objectifs centraux de la politique économique de la zone euro devraient être :

- la réduction de l'hétérogénéité croissante de revenu, de niveau d'emploi, entre les pays ;
- l'augmentation de la croissance potentielle, donc du progrès technique, dans la zone euro.

Une piste prometteuse est celle des « arrangements contractuels » : on définit pour chaque pays un certain nombre de réformes structurelles importantes (marché du travail, éducation, formation, concurrence, réforme de l'Etat), ce qui nécessite un vrai travail d'analyse profonde des difficultés des pays. Si les réformes nécessaires sont mises en œuvre, le pays bénéficie de prêts, de garanties, d'un allongement de la période de réduction de déficit public, d'investissements européens accrus..., ce qui empêche qu'il y ait un effet négatif à court terme des réformes structurelles sur l'activité.

On sait en effet que :

- **la formation des salaires est inefficace dans certains pays** avec en particulier l'absence de réaction des salaires réels aux variations du chômage (**tableau 3**) : France, Belgique, Finlande.

Tableau 3 : Corrélations entre le salaire réel par tête (déflaté par le prix de consommation, GA en %) et le taux de chômage (1998-Q3 2013)

Pays	
Allemagne	-0,76
France	0,30
Espagne	-0,33
Italie	-0,21
Pays-Bas	-0,53
Belgique	-0,00
Autriche	-0,05
Portugal	-0,26
Grèce	-0,60
Irlande	-0,43
Finlande	0,07

Source : calcul Natixis

- le système éducatif est inefficace (tableau 4) en Grèce, au Portugal, en Italie, en Espagne ;

Tableau 4 : Enquête PISA 2012
Synthèse de la performance des pays en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences

Pays	Score global
Allemagne	515
France	500
Espagne	490
Italie	490
Pays-Bas	519
Belgique	510
Autriche	500
Portugal	488
Grèce	466
Irlande	516
Finlande	529

Sources : OCDE, base de données PISA 2012

– il y a un besoin important de formation, de requalification de la population active, comme le montre l'enquête PIAAC de l'OCDE sur les compétences des adultes (tableau 5), en France, en Espagne, en Italie ;

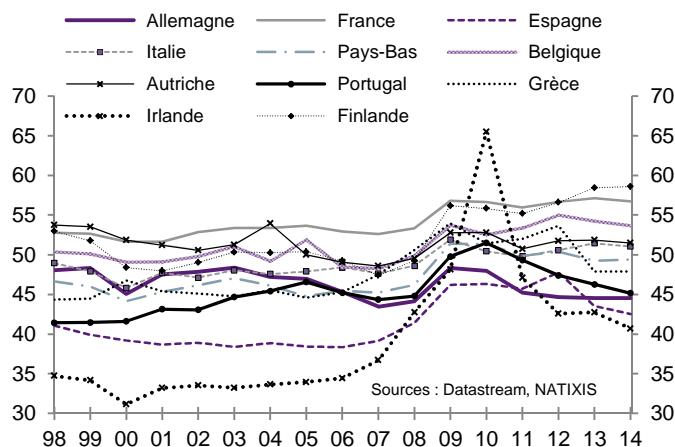
Tableau 5 : Enquête PIAAC, score global

Pays	Moyenne
Allemagne	274,7
France	258,2
Espagne	259,6
Italie	248,8
Pays-Bas	283,6
Belgique	277,9
Autriche	276,2
Portugal	-
Grèce	-
Irlande	266,3
Finlande	286,4

Sources : OCDE, NATIXIS

– il y a souvent une concurrence insuffisante dans les services protégés de la concurrence étrangère, des professions fermées ;
 – dans beaucoup de pays, une réforme intelligente de l'Etat serait nécessaire pour réduire les dépenses publiques (graphique 8) et la pression fiscale et améliorer la compétitivité.

Graphique 8
Dépenses publiques (en % du PIB valeur)



Les « arrangements contractuels » :

– amélioreraient la situation globale de la zone euro, et celle des pays en difficulté : hausse de la productivité, retour de flux d'investissement du Nord vers le Sud réduisant l'excédent extérieur de la zone euro et la surévaluation de l'euro ;
 – seraient acceptables pour les pays du Nord de la zone euro puisque les transferts et les investissements vers les pays du Sud seraient conditionnés à la mise en place de politiques structurelles favorables dans le Sud.

Il ne faut cependant pas négliger les difficultés :

– perte de souveraineté des pays du Sud de la zone euro dans la définition des réformes nécessaires ;

– nécessité d'être capables, au niveau européen, de définir précisément et intelligemment ces réformes, spécifiques à chaque pays et pas issues de « chiffres magiques » comme les règles européennes habituelles (déficit public, balance courante...).